

Afficher l'infolettre dans un autre onglet

Centre québécois du P.E.N. international

Infolettre no 104

Lundi 28 février 2022



écriture et liberté





Asli Erdoğan. Photograph by ActuaLitté, distributed under a CC-BY 2.0 license

Turquie : Acquittement d'Asli Erdoğan, membre d'honneur de P.E.N.-Québec

— Le 10 février 2022

Le tribunal de première instance avait fixé au 16 décembre 2021 la date de la première audience du nouveau procès d'Asli Erdoğan pour « propagande terroriste ». L'écrivaine, qui vit à l'étranger, n'avait pas assisté à l'audience. Elle était représentée par son avocat. Invoquant la pandémie de COVID-19, le tribunal n'avait pas autorisé la présence de spectateurs dans la salle d'audience.

Afin de se renseigner auprès de l'unité de la cybercriminalité de la Direction générale de la Sécurité, sur les URL (localisateurs universels de ressources) où étaient publiés les articles de Mme Erdoğan, le tribunal avait reporté le procès au 10 février 2022. Or, à cette date, l'écrivaine a été acquittée des accusations de propagande terroriste. Nous nous en réjouissons et demandons la libération de tous les écrivains injustement emprisonnés en Turquie!



Kharkiv, Ukraine — 31 janvier 2022. Une colonne de véhicules blindés circule sur une route en hiver. L'Ukraine se prépare à défendre son pays contre l'invasion russe.

Ukraine/Russie : PEN lance un appel pour une solution pacifique et mettre un terme à la dégradation de la situation actuelle

— Le 22 février 2022

« L'Ukraine se prépare à défendre son pays contre l'invasion russe.

Nous, PEN International, une association d'écrivains à travers le monde, PEN Ukraine et les centres PEN soussignés, sommes très préoccupés par la dégradation accélérée de la situation en Ukraine, avec la Russie qui commande des troupes au-delà de la frontière ukrainienne et menace d'intensifier le recours à la force militaire. Nous lançons un appel pour une solution pacifique qui respecte les droits de tous en Ukraine, par le dialogue et dans le respect de la liberté d'expression, conformément à la Charte de PEN International. »

[Plus d'info](#)



Uladzimir Mackievič (CC WikiCommons)

Biélorussie : Le philosophe Ouladzimir Matskévitich fait la grève de la faim

— Le 16 février 2022

Le célèbre philosophe Ouladzimir Matskévitich fait la grève de la faim depuis le 4 février 2022 pour protester contre sa détention et exiger qu'une date soit fixée pour son procès. Le 15 février, il aurait entamé une grève dite « sèche » (sans boire ni manger), à laquelle il a mis fin le 17 février, sa vie étant menacée. Matskévitich est gardé en détention provisoire à Minsk depuis le 4 août 2021 pour avoir organisé et préparé des actions qui violent gravement l'ordre public, en vertu de l'article 342 (1) du Code pénal de la Biélorussie. Il risque jusqu'à trois ans de prison s'il est reconnu coupable.

PEN International pense que Ouladzimir Matskévitich est pris pour cible en raison de ses opinions et écrits critiques à l'égard des autorités biélorusses. L'organisation demande sa libération immédiate et inconditionnelle et l'abandon de toutes les accusations retenues contre lui.

Veuillez envoyer vos messages de solidarité à l'adresse suivante :

Ouladzimir Matskévitich
Centre de détention provisoire no. 1. 220030,
Minsk, vulica Valadarskaha 2
Biélorussie

Exemples de message en français et en russe :

« Cher Ouladzimir, nous nous tenons à vos côtés et voulons souligner votre travail et votre courage. Nous continuerons à défendre votre liberté. »

« Дорогой Владимир, мы с вами! Мы невероятно ценим ваш труд и мужество! Мы будем и дальше бороться за вашу свободу! »



Heber López Vázquez

Mexique : Assassinat du journaliste Heber López Vázquez, un autre échec de l'État mexicain

— Le 14 février 2022

L'assassinat du journaliste Heber López Vázquez, à Salina Cruz, Oaxaca, le 10 février 2022, est un autre exemple tragique de l'incapacité des autorités mexicaines à protéger les journalistes. Heber López Vázquez est le cinquième journaliste tué cette année au Mexique en représailles probables à son travail, a déclaré aujourd'hui PEN International.

Le bureau du procureur général d'Oaxaca a rapporté que le meurtre de M. López Vázquez était en effet lié à son travail journalistique et que deux suspects ont été arrêtés dans la nuit du 10 février. Dimanche 13 février 2022, un juge a placé ces derniers en détention provisoire.

PEN International reconnaît que les autorités mexicaines sont intervenues. Toutefois, PEN les exhorte, à tous les échelons, à répondre de façon plus exhaustive aux violences perpétrées contre les journalistes et à veiller à ce que les moyens de protection de ces derniers, prévus par le « Mécanisme de protection des défenseurs des droits de la personne », soient efficaces. C'est-à-dire que lesdits moyens donnent les effets escomptés, et ce, afin d'assurer la protection des journalistes et de leurs familles. Le gouvernement mexicain doit garantir le plein exercice de la liberté d'expression conformément à ses obligations internationales.



Sedef Kabaş

PEN Turquie exprime son soutien à Sedef Kabaş et à Seden Aksu

— 25 janvier 2022

PEN Turquie a publié une déclaration et exprimé son soutien à l'autrice-compositrice-interprète, Sezen Aksu, prise pour cible par le président du Parti de la justice et du développement (AKP), Recep Tayyip Erdoğan, au sujet d'une chanson sortie il y a cinq ans, ainsi qu'à la journaliste, Sedef Kabaş, arrêtée pour « insulte au président » en raison des propos qu'elle a tenus lors d'une émission diffusée à la télévision.

PEN a « une fois de plus proclamé haut et fort qu'elle se tient aux côtés des artistes, écrivains et journalistes », en disant « Personne ne peut nous arracher la langue! Personne ne peut rompre notre plume! Vous ne pouvez pas nous l'arracher, vous ne pouvez pas nous anéantir, vous ne pouvez pas nous la couper, vous ne pouvez pas vous débarrasser de notre langue! Nous sommes dans le même sac, aux côtés de Sezen Aksu. Et nous trouvons inacceptable que Sedef Kabaş, qui s'est exprimée en citant un proverbe, ait été arrêtée et détenue pendant la nuit. Nous condamnons ce geste et exigeons sa libération immédiate. »

Quant à la journaliste bien connue, Mme Sedef Kabaş, un tribunal turc l'a fait arrêter le samedi 22 janvier pour avoir prétendument insulté le président du pays; elle a été emprisonnée le même jour à Istanbul, avant même de subir un procès. On l'accuse d'avoir ciblé le président Recep Tayyip Erdoğan en direct sur une chaîne de télévision liée à l'opposition. Sedef Kabaş nie cette accusation, qui la rend passible d'une peine d'emprisonnement d'un à quatre ans.

« Il y a un proverbe très connu selon lequel une tête couronnée devient plus sage. Mais nous voyons que ce n'est pas le cas », dit-elle sur la chaîne Tele 1. « Un taureau ne devient pas simplement roi en entrant au palais; cependant, le palais devient une grange. »

Plus tard, Sedef Kabaş a aussi fait circuler ces propos sur Twitter.

Le rédacteur en chef de la chaîne Tele 1, Merdan Yanardag, a critiqué l'arrestation de Mme Kabaş :

« Une détention à 2 heures du matin en raison d'un proverbe est inacceptable », a-t-il affirmé. « Cette prise de position est une tentative d'intimidation des journalistes, des médias et de la société. » Notre Centre a cosigné une déclaration concernant l'arrestation de cette journaliste.



Pérou : L'autrice Paola Ugaz court le risque d'être arrêtée pour les livres qu'elle écrit et les recherches qu'elle mène

— Le 20 janvier 2022

Paola Ugaz est une journaliste d'enquête, rédactrice et autrice de nationalité péruvienne. Elle est victime d'une campagne de harcèlement judiciaire, de menaces et de poursuites pour diffamation, y compris d'allégations pour crimes liés aux enquêtes qu'elle a menées, lesquelles portent sur des actes de corruption. Paola Ugaz fait face aussi à des accusations d'agressions physiques, psychologiques et sexuelles qu'elle aurait commises au sein de l'organisation religieuse péruvienne, El Sodalicio de Vida Cristiana (« *sodalicio* », association ou société de fidèles et de religieux) qu'elle dirige depuis 2010. Son cas s'insère dans un système complexe au Pérou, où des groupes puissants se servent des tribunaux comme d'un fouet pour faire taire les journalistes en fabriquant des allégations criminelles contre ces derniers. En février 2021, Mme Ugaz a fait l'objet d'une poursuite qui pourrait la mener en prison.

PEN International considère que les accusations portées contre Mme Ugaz, les poursuites engagées contre elle, le harcèlement continu qu'elle subit et les menaces proférées à son encontre violent son droit à la liberté d'expression, ainsi que ses droits civils et politiques. PEN demande aux autorités du Pérou d'abandonner les poursuites et de cesser immédiatement le harcèlement dont Paola Ugaz fait l'objet en raison de son travail de journaliste, de rédactrice et d'autrice.

Nous encourageons les membres de PEN à faire circuler l'information sur Mme Ugaz, ses activités et son travail dans les médias sociaux en utilisant le mot-clic : #PaolaUgaz.



Un œil sur le Nicaragua

La fermeture injustifiée de PEN Nicaragua par Daniel Ortega

— Le 17 février 2022

Le 15 février 2022, le Parlement nicaraguayen contrôlé par le gouvernement a approuvé la fermeture du centre de PEN International du Nicaragua et de cinq associations non gouvernementales, au motif qu'elles ne respectaient pas l'exigence de présenter ses soutiens financiers.

En retirant la personnalité juridique à PEN Nicaragua, le gouvernement de Daniel Ortega consolide une stratégie qui consiste à réprimer et à réduire au silence une organisation qui a défendu la liberté d'expression dans le pays. PEN condamne la persécution de plus de 100 journalistes et écrivains du Nicaragua contraints à l'exil au cours des quatre dernières années.

Voces del Sur (Voix du Sud) documente 114 atteintes à la liberté d'expression

Dans son rapport de janvier 2022, le réseau Voces del Sur a recensé 114 violations de la liberté de la presse : 101 ont été perpétrées contre des médias et 13 contre des personnes. Parmi les cas documentés figure celui de la journaliste Kalúa Salazar, victime de harcèlement à sept reprises par la police. En outre, deux communicateurs travaillant dans des médias ont été contraints de s'exiler en raison du climat hostile et peu sûr que doivent affronter les médias et les journalistes indépendants dans le pays.

Le gouvernement interdit l'entrée au Nicaragua à la journaliste cubaine Yailén Insúa Alarcón

Yailén Insúa Alarcón, ancienne directrice du Système d'information de la télévision cubaine et de la revue *Buenos Días*, a demandé asile au gouvernement de la Colombie après que celui du Nicaragua lui eut refusé l'entrée dans le pays.

La journaliste a quitté Cuba avec son mari pour la Colombie le 5 février dernier, avec l'intention d'entrer au Nicaragua, mais a été informée à l'aéroport de Bogota que les autorités de Managua

n'autorisaient pas son entrée en raison de leur réglementation, soit une ordonnance du ministère de l'Intérieur interdisant la sortie du territoire national.

« J'ai demandé l'asile au gouvernement colombien parce que je ne retournerai pas à Cuba où ma vie est en danger », a déclaré Yailén Insúa Alarcón après avoir révélé qu'elle risquait six mois de prison pour avoir diffusé à la télévision des images de la chanteuse Celia Cruz, connue pour ses positions critiques vis-à-vis du régime cubain.

Daniel Ortega s'accroche à la censure

— Les 8 et 11 février 2022

Le journaliste Miguel Mora reconnu coupable de « conspiration »

Le 4 février 2022, une juge nicaraguayenne a reconnu coupable de « conspiration » le journaliste Miguel Mora, l'un des sept candidats à la présidence emprisonnés dans le pays depuis huit mois après avoir annoncé son intention de disputer le pouvoir au président Daniel Ortega, réélu en novembre pour un quatrième mandat consécutif.

L'ancien directeur de la chaîne 100 % Noticias, séquestré par le gouvernement fin 2018, a été reconnu coupable du crime de « conspiration pour avoir porté atteinte à l'intégrité nationale » par la juge Nadia Tardencilla, a déclaré la journaliste Lucia Pineda Ubau, qui dirige actuellement la télévision depuis le Costa Rica, où elle est en exil.

Ortega interdit l'entrée à l'écrivain hondurien Oscar Estrada

Le gouvernement nicaraguayen a interdit l'entrée au Nicaragua à l'écrivain et scénariste hondurien Oscar Estrada, comme il l'a dénoncé sur les réseaux sociaux le 5 février dernier.

« On vient de m'interdire l'entrée au Nicaragua. Sans me donner de raison, simplement parce que c'est comme ça. "Vous ne pouvez pas entrer ", m'a-t-on dit. Je suis allé souvent au Nicaragua et rien de tel ne m'était jamais arrivé. Incroyable », a écrit Estrada sur son compte Twitter.

Harcèlements judiciaire, pénal et cybernétique tentent de réduire au silence tout le Nicaragua

— Le 2 février 2022

Le compte Twitter des médias indépendants 100 % Noticias a été piraté

Le compte Twitter du média indépendant 100 % Noticias (100 % Informations), qui compte plus de 185 000 abonnés, a été piraté le 29 janvier 2022 par des militants présumés du gouvernement du Nicaragua. Sa directrice, la journaliste Lucia Pineda Ubau, a déclaré que le pirate s'était d'abord présenté comme Elon Musk. La direction du média s'est tout de suite occupée de récupérer le compte et a réussi à le rétablir 48 heures plus tard.

100 % Noticias a été frappé de plein fouet par le régime de Daniel Ortega. À la fin de 2018, le siège de la télévision a été attaqué et confisqué par les forces gouvernementales. Le journaliste Miguel Mora, alors directeur du média, et Lucia Pineda Ubau, son attachée de presse, ont été emprisonnés pendant six mois, puis libérés. Mora a été de nouveau capturé en juin dernier et se trouve toujours en prison pour avoir annoncé son intention de se présenter à la présidence du pays et chercher à disputer le pouvoir à Ortega aux élections contestées de novembre dernier.

Pour des raisons de sécurité, une partie du personnel de 100 % Noticias travaille en exil au Costa Rica, alors que d'autres le font sous garde protégée au Nicaragua.

Harcèlement judiciaire, agressions et autocensure dans le journalisme latino-américain

— Le 22 janvier 2022

Un premier opposant condamné en vertu de la Loi sur la cybercriminalité

L'opposant Donald Margarito Alvarenga Mendoza, âgé de 56 ans, est devenu le premier Nicaraguayen à être condamné en vertu de la Loi spéciale sur la cybercriminalité. À l'issue d'un procès de 15 heures, le 13 janvier dernier, la juge du district pénal de Chinendega, Rosa Velia Baca Mendoza, l'a déclaré coupable de « subversion, désobéissance et rébellion et de vouloir conspirer pour atteinte à l'intégrité nationale ». Le jugement rendu le 18 janvier le condamne à une peine de prison de sept ans et demi.

La pandémie de COVID-19 a précarisé le travail journalistique en Amérique latine

Le mardi 25 janvier 2022, le Réseau des défenseurs de la liberté d'expression en Amérique latine (Red LEAL) a présenté le *Rapport sur l'état de la liberté d'expression du Red Leal*. Ce réseau est une communauté de solidarité, de soutien et de protection. Il surveille et met en évidence les atteintes à la liberté d'expression qui visent les journalistes de médias de divers pays latino-américains, et en particulier les journalistes des médias locaux, les communautés et les organisations de la société civile au service des communautés traditionnellement exclues. Cela dans le but de protéger ceux et celles qui exercent des métiers où la liberté d'expression est primordiale.

Au Nicaragua, la liberté d'expression et le sort qui lui est réservé préoccupent au plus haut point

— Le 19 janvier 2022

Le 13 janvier, l'organisation Voces del Sur a présenté son rapport intitulé *Nicaragua 2021 : la situation de la liberté de la presse*, dans lequel on signale un grand nombre de cas de harcèlements et d'attaques contre les journalistes et les médias survenus au cours de la dernière année (2021) dans le pays.

Selon le rapport, en cette année d'élections, les principaux candidats de l'opposition ont été emprisonnés. On dénombre aussi 702 attaques menées contre le journalisme indépendant, c'est-à-dire presque le double du nombre rapporté l'année précédente, en 2020.

Au moins 120 journalistes du Nicaragua ont pris le chemin de l'exil depuis 2018

Depuis avril 2018, lorsque des manifestations contre le gouvernement de Daniel Ortega ont éclaté, au moins 120 journalistes de ce pays ont pris le chemin de l'exil, selon un rapport rendu public le mercredi 12 janvier 2022 par le Collectif Nunca Más, organisation fondée au Costa Rica pour la défense des droits de la personne, justement par des défenseurs de ces mêmes droits également en exil.

La presse chinoise disposerait de plus de droits que les journalistes du Nicaragua

Le 11 janvier, des journalistes et des organisations de défense de la liberté d'expression ont dénoncé le plan du gouvernement de Daniel Ortega visant à réduire au minimum la presse indépendante et à soutenir davantage la presse de la Chine, de l'Iran et de la Russie.

Avant l'investiture récente d'Ortega pour un quatrième mandat consécutif à la tête du pays, et après la reprise des relations diplomatiques entre le gouvernement sandiniste et celui de la Chine, le China Media Group (CMG, principale société de médias d'État) a ouvert un bureau à Managua pour former des journalistes nicaraguayens des médias progouvernementaux.



Une hausse de 20 % du nombre de journalistes en détention arbitraire en 2021 : 488 aujourd’hui, dont 60 femmes

— Le 21 décembre 2021

D’après Reporters sans frontières

Le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes dans le monde, publié par RSF, établit un nombre record de journalistes en détention. En outre, 65 sont otages. Le nombre de journalistes tués, 46, est pour sa part au plus bas depuis 20 ans. Jamais depuis la création du bilan annuel de RSF en 1995 le nombre de journalistes emprisonnés n’avait été aussi élevé.

[Plus d’info](#)



Frank Augstein (Archives) Associated Press Une bannière montrant le visage de Julian Assange a été prise en photo en décembre 2021.

Des mises à jour dans certains dossiers

Au Royaume-Uni, la justice britannique a autorisé fin janvier le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, à demander à la Cour suprême de pouvoir de [contester la décision](#) autorisant son extradition vers les États-Unis, qui veulent le juger pour fuite massive de documents classés secrets.

[Plus d'info](#)

En Turquie, le procès de Meral Şimşek, qui avait été ajourné au 1er février, l'a été de nouveau au 1er mars. On y connaîtra la demande de la poursuite.

ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DU P.E.N. INTERNATIONAL



Le jeudi 24 mars à 19 h, aura lieu l'assemblée générale de P.E.N.-Québec, sur Zoom. D'autres informations seront communiquées sous peu aux membres en règle. Nous avons hâte de vous voir !



L'écrivain et cinéaste Baktash Abtin est décédé à l'hôpital de Téhéran des suites de complications liées à la COVID-19.
Crédits : capture d'écran Twitter @RSF_Inter

Iran : Décès de l'écrivain et cinéaste Baktash Abtin

— Le 12 janvier 2022

P.E.N.-Québec a publié ce message concernant le décès de Baktash Abtin.

« Le Centre québécois du P.E.N. international est attristé et indigné d'apprendre le décès en prison du poète et réalisateur iranien Baktash Abtin, le 8 janvier dernier. Récipiendaire du 2021 PEN/Barbay Freedom to Write Award décerné par PEN America, M. Abtin, a été emporté par la COVID-19 après avoir contracté la maladie deux fois depuis son incarcération. Les délais dans la promulgation des soins qui lui étaient nécessaires ainsi que la négligence médicale dont ont fait preuve les autorités à son égard lui auront coûté la vie. Rappelons que M. Abtin était emprisonné pour avoir joué un rôle de

premier plan dans la Iranian Writers Association (IWA), et pour avoir pacifiquement défendu la liberté d'expression en Iran. »

[Voir sur notre site](#)



Innocent Bahati - Photo Credit: Adrea Grieder

Lettre ouverte au président Paul Kagame sur la disparition d’Innocent Bahati

— Le 7 février 2022

Burhan Sonmez, Ben Okri, Margaret Atwood, Gioconda Belli, J. M. Coetzee, Ma Thida et Salman Rushdie parmi les écrivains, artistes et poètes de renom exhortant le président rwandais Paul Kagame à intervenir dans la disparition du poète Innocent Bahati. Une vingtaine de membres de P.E.N.-Québec ont signé cette [lettre](#).



La table ronde *Imaginer un Québec pour des écrivaines et des écrivains en exil* est en ligne

Le lundi 15 novembre 2021, à l’occasion de la Journée mondiale des écrivains en prison et du centenaire de PEN International, la table ronde *Imaginer un Québec pour des écrivaines et des*

écrivains en exil a eu lieu en ligne, sous l'application Zoom, de 17 h à 19 h. Initiative du Centre québécois du PEN international et de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Laval.

[Rediffusion intégrale](#)



La Journée internationale de la langue maternelle : passer à l'action pour Hany Babu

Chaque année, le 21 février, PEN International se joint à la Journée internationale de la langue maternelle pour souligner qu'il est important de respecter partout sur la planète la diversité linguistique. P.E.N.-Québec participe à cette [campagne](#).

En ce jour particulier, PEN tient à faire connaître le cas d'un écrivain menacé en raison de sa promotion pacifique du multilinguisme et d'une meilleure protection des droits linguistiques.

Cette année, PEN International appelle à la libération de Hany Babu, chercheur en linguistique et militant de l'Inde, injustement détenu par les autorités de son pays dans le contexte d'une répression plus large du gouvernement contre les dissidents et les défenseurs des communautés marginalisées de l'Inde.

À venir : lecture de poésie

La présidente du Comité Femmes, Diane Régimbald, assistera à la réunion annuelle du Comité femmes du PEN International - sous le thème « *Our Writing. Our Resistance* », les 7 et 8 mars 2022, qui sera suivie d'une lecture de poésie le 8 mars à 11 h 30 (heure du Québec), *Our Voices: Our Resistance! - Poems Bearing Witness & Speaking OUT!*

[Inscription à la lecture](#)

YANG HENGJUN



Yang Hengjun et sa femme Yuan Xiaoliang. Photo: Feng Chongyi via AP

Aidez P.E.N.-Québec à faire libérer des prisons chinoises l'écrivain Yang Hengjun

En 2022, en Chine, il n'y a pas eu de JO pour l'écrivain Yang Hengjun, mais plutôt l'incarcération. Aidez P.E.N.-Québec à le faire libérer de sa prison chinoise en renouvelant votre cotisation. Depuis janvier 2019, l'écrivain/blogueur australien Yang Hengjun, né en Chine en 1965, est en détention provisoire dans son pays d'origine, soumis à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements.

Toujours en attente d'un procès sans cesse reporté, Yang Hengjun fait aujourd'hui l'objet d'un message envoyé aux autorités chinoises par de nombreux centres PEN, dont celui du Québec : « Nous exhortons le gouvernement de la République populaire de Chine à mettre fin à cette injustice et à faciliter la libération immédiate et inconditionnelle de Yang Hengjun ».

Ne l'oublions pas. Le Centre a d'ailleurs signé en janvier dernier une déclaration concernant sa libération.

RENOUVELLEMENT DES COTISATIONS

Nous remercions les membres qui ont déjà renouvelé leur cotisation. Si vous ne l'avez déjà fait, vous pouvez payer en ligne en cliquant sur ce [lien](#).

Si vous le désirez, vous pouvez aussi jumeler un don au montant de votre cotisation.

Vous pouvez également télécharger le formulaire et le poster avec votre chèque à l'adresse suivante (temporaire pendant le confinement) :

Centre québécois du P.E.N. international

7, av. Verdi
Laval (Québec) H7N 3C1

Merci!

Les membres du Conseil d'administration du Centre québécois du P.E.N. international

Président :
Gaston Bellemare

Vice-présidente - Québec :
Nora Atalla

Trésorière :
Michèle Bernard

Administrateurs/administratrices :
Salah El Khalfa Beddiari
Pauline Michel
Diane Régimbald
Mattia Scarpulla
Sherry Simon
Félix Villeneuve

Coordonnatrice :
Dominique Gaucher

Membres d'honneur :
Raïf Badawi (Arabie saoudite)
Asli Erdogan (Turquie)
Angye Gaona (Colombie)
Homa Hoodfar (Iran-Canada)

Traductions de l'anglais et de l'espagnol : Jean-Pierre Pelletier
Révision linguistique : Nora Atalla

***La littérature ne connaît pas de frontières et doit demeurer une devise
commune à tous.***

Charte du PEN



Twitter
Suivez-nous sur
Twitter pour rester à
jour concernant les
nouvelles et autres
informations de notre
organisme.



Facebook
Souscrivez à notre
page Facebook pour
suivre nos nouvelles,
nouveauités et autres
discussions.

[Se désabonner](#)

C.P. 23279, C.P. des boulevards, Laval, Québec H7N 6K1